

Femmes et Pouvoir : Analyse socio-anthropologique des formes d'engagement politique des femmes au Burkina Faso

Ousmane Zoungrana | B.C Valérie Rouamba/ Ouedraogo

¹Enseignant chercheur, Université Thomas Sankara,

²Enseignante -chercheure -Université Joseph Ki- ZERBO

Received 28-12-2024

Revised 29-12-2024

Accepted 23-01-2025

Published 24-01-2025



Copyright: ©2025 The Authors. Published by Publisher. This is an open access article under the CC BY-NC-ND license (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>).

Résumé

Au Burkina Faso, six (06) décennies après les indépendances, les femmes sont toujours sous-représentées dans les sphères politiques et décisionnelles. En effet, sur cent vingt-sept (127) sièges occupés au parlement en 2015, on dénombrait dix-huit (18) femmes, soit un taux de 14%. Ce taux reste en dessous du seuil des 30% recommandés par les textes. Le parlement demeure une instance largement dominée par les hommes. Dans l'optique de cerner les déterminants qui expliquent cette sous représentativité, ce présent article se propose de comprendre les formes d'engagement et les mobiles qui sous-tendent l'entrée en politique des femmes dans le contexte burkinabè. Sur la base d'une étude qualitative conduite à Ouagadougou, des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des femmes parlementaires, de militantes et des conseillères municipales à Ouagadougou entre 2015 et 2021. Les résultats montrent que trois (03) formes sont observées dans le processus d'engagement politique chez les femmes allant de l'héritage politique au mode conjoncturel ainsi qu'au recrutement. L'étude révèle également qu'il y a un lien entre le capital social et l'engagement des femmes dans la sphère politique. Quel que soit la forme observée, le fondement de l'engagement s'exprime comme un positionnement visant à servir les citoyens, les institutions et la société.

Mots-clés : Femmes, Pouvoir, Engagement politique, société, Burkina Faso

Abstract

In Burkina Faso, six decades after independence, women are still under-represented in the political and decision-making spheres. In fact, out of one hundred and twenty-seven seats in parliament in 2015, there were 18 women, a rate of 14%. This rate remains below the 30% threshold recommended by law. Parliament remains a largely male-dominated body. With a view to identifying the determinants that explain this under-representation, this article sets out to understand the forms of commitment and the motives behind women's entry into politics in the context of Burkina Faso. Based on a qualitative research study conducted in Ouagadougou, semi-structured interviews were conducted with women parliamentarians, activists and municipal councillors in Ouagadougou between 2015 and 2021. The results show that three forms are observed in the process of women's political commitment, ranging from political inheritance, the situational mode and the recruitment mode. The study also reveals a link between social capital and women's involvement in the political sphere. Whatever the form observed, the basis of commitment is expressed as a positioning aimed at serving citizens, institutions and society.

Key words: Women, Power, Political commitment, society, Burkina Faso

Introduction :

Au Burkina Faso, six décennies après les indépendances, les femmes sont toujours sous-représentées dans les sphères politiques et décisionnelles. Depuis la première législature jusqu'à la septième législature de la IV^e république, le nombre des femmes parlementaires a connu une augmentation. Selon les travaux de Denise Badini Folané (2003), au Burkina Faso, de 1957 à 1991, le nombre de femmes dans les différents gouvernements n'a pas excédé les 20 %. Aussi, pour N. Sangaré (2003), 3% des femmes ont été enregistrées dans les différents parlements de 1946 à 2002 ; même si ce chiffre est passé à 13% lors de la III^e législature en 2007 et à 17% lors de la dernière législature en 2012. A l'issue de la huitième législature en 2015, le nombre de femmes élues députés était de 16 sur un total de 127 députés. Pour la période de transition en cours, on enregistre 13 femmes sur un total de 71 députés à l'Assemblée Législative de Transition (ALT), soit 18, 3% (UIP) 2024). En 2008, « plus de 80% des sièges des parlements sont en moyenne occupés par des hommes ». (L. Bereni et al, 2010 :146).

Cette sous-représentativité des femmes résulte d'un ensemble de blocages qui contribuent à les mettre en marge des sphères de décision et dans les marges (B.C ROUMBA/OUEDRAOGO, 2010). Or, dans le domaine de la gouvernance démocratique, la loi fondamentale (article 11 et 12) dispose que tous les citoyens ont les mêmes droits civiques sans distinction de sexe. C'est pourquoi, les femmes ont de ce fait, le droit de participer de manière égale avec les hommes à la gouvernance politique. Au Burkina Faso, malgré l'adoption de plusieurs référentiels visant à réduire les inégalités dans les sphères décisionnelles et politiques, les femmes sont toujours sous-représentées (O., zoungrana,2013, 2015). Les femmes sont toujours victimes d'un certain nombre d'inégalités de genre qui sont à la base des écarts constatés dans tous les domaines de la vie nationale. C'est dans ce contexte que la présente étude tente d'appréhender les formes d'engagement des femmes et leurs fondements dans l'espace politique burkinabè. Ce

travail est structuré autour de trois grands points : La méthodologie de recherche, les résultats obtenus et la conclusion.

1. Méthodologie de recherche :

Dans le cadre de la présente recherche, l'approche biographique a été privilégiée, c'est-à-dire qu'à travers un récit de vie nous avons tenté de saisir le portrait social et politique auprès des femmes engagées en politique. Autrement dit, elle est considérée comme s'inspirant de l'approche diachronique à savoir l'évolution dans « le temps », ce qui permet de saisir la trajectoire politico-sociale des femmes engagées. Selon (P. Clapier et Raybaud ,1989 : 205) « *la méthode biographique équivaut à une tentative pour cerner le non-expliqué, le non retenu, pour se situer à ce carrefour de la personne et de la société qui est la vie même* ». Pour ces auteurs, la méthode de technique de l'entretien semi-directif qui sert de base de recueil de ce type d'information ». Toujours, dans le même ordre d'idées, pour Blanchet et Gotman (1992, P.17), la méthode de récit de vie complète l'entretien. En effet, « *les récits de vie s'attachent à saisir l'individu dans son espace temporel, dans son histoire, dans sa trajectoire, pour atteindre à travers la dynamique du changement social. L'interviewé est appelé comme témoin de l'histoire, celle-ci se faisant ni d'en haut, ni en dehors de lui, mais par lui avec sa contribution* ». Le choix de cette méthodologie permet de comprendre la dimension temporelle de l'entrée en politique auprès de ces femmes engagées. De même, l'approche biographique est aussi qualifiée de méthode rétrospective. Elle fait partie des outils de collecte de données dites qualitatives. Selon MIRNA Safi (2010 :310), « *la méthode rétrospective s'intéresse au passé des individus et tente de le restituer en fonction de la manière dont l'enquête présente et le raconte* ». Cependant, selon l'auteure (Opcit.314), la qualité des données dépend fortement de de la capacité à restituer son passé et surtout de l'interprétation subjective qu'il en fait » à tel enseigne que (P. Bourdieu,1993) parle de « l'illusion biographique ». D'autres auteurs soulignent

également que cette approche n'est pas exempte de critiques et de limites en ce sens qu'elle exige « en tant que produit du subjectif et symbolique, le récit de vie nous fournit tous les matériaux nécessaires à l'étude du système de significations et de valeur propre en récitant, en tant que qu'être social. Car, en effet c'est ce système que le conteur a mobilisé pour réaliser, produire son récit, (premier niveau de subjectivité) et puisque ce récit concerne sa propre vie (second niveau de subjectivité ce système s'incruste en filigrane dans la trame du récit lui-même. (...) Ainsi le récit de vie doit être considéré dans sa subjectivité car au plus profond de cette subjectivité se trouve enfouie la réalité sociale et collective incorporée par le sujet. » (L. D'epinay, 1985, p.247 et 248).

Quant à l'enquête proprement dit, elle s'est déroulée en deux phases. Durant la première phase qui s'est étalée de janvier à Mars 2015, des récits de vie ont été réalisés avec sept (7) militantes de partis politiques, soit deux (2) femmes du Parti pour la Renaissance Nationale (PAREN), deux (2) femmes de Alliance pour la Démocratie et la Fédération-Rassemblement Démocratique Africain (ADF/RDA), une (1) de Union pour la Renaissance /Parti Sankariste (UNIR /PS), une (1) du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) et une (1) de l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC). A cela s'ajoute quatre (4) femmes leaders et engagées, soit une (1) de Union Nationale pour la Démocratie et le Développement (UNDD), une (1) conseillère de Union pour la Renaissance /Parti Sankariste et de trois femmes députées engagées, en politique soit une (1) de l'UNIR /PS, et trois (3) du CDP. Pour la seconde phase allant de février à Avril 2021, l'enquête a permis de toucher cinq (05) parlementaires dont une de l'ADF, deux (02) du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) et trois (03) de l'UPC. Au total, dix-sept femmes ont été enquêtées. L'analyse des contenus thématiques a constitué la principale méthode d'analyse des données recueillies lors de l'enquête. Cette approche a permis de dégager les principales formes et les fondements de l'engagement politique des femmes. Pour préserver l'anonymat

de nos enquêtés, en rapport avec l'illustration de leurs propos, nous avons utilisé des codes pour identifier chaque enquêtée, l'initiale de leur niveau d'étude (Se pour le niveau d'étude du secondaire, Su pour le supérieur), leur appartenance politique ou de leur structure de provenance.

3 Résultats et discussion :

A la lumière de nos enquêtes de terrain, l'engagement des femmes dans la sphère politique relève d'un processus de longue marche, car l'héritage politique, les événements conjoncturels, et la passion pour la politique sont les éléments déclencheurs de l'engagement. Mais le constat qui se dégage est que l'avènement de la révolution démocratique et populaire intervenu au Burkina Faso entre 1983-1987 constitue le point central même de l'implication des femmes aux activités politiques. Dans cette partie, nous analyserons les formes d'engagement des femmes, leurs itinéraires politiques, et les fondements de leur engagement dans la sphère politique.

3.1 L'engagement des femmes selon l'héritage politique :

L'héritage politique est un catalyseur pour l'engagement en politique, en ce sens que la famille est aussi considérée comme dépositaire d'une certaine idéologie, qui dicte, oriente ou détermine la carrière politique future de l'individu dans le champ politique. Pour nos répondantes, l'héritage politique participe de manière non négligeable dans le processus d'engagement des femmes. C'est ce que nous confie une femme parlementaire :

« Bon ! Je pense que c'est une question complexe pour retracer la carrière politique de Mme x que je suis, je dois dire que je viens d'une famille engagée en politique où mon père était engagé depuis les années des indépendances dans le Rassemblement Démocratique Africain (RDA). Je peux dire que j'ai vu comment la chose politique se passait sur le terrain à l'image de mon père, peut-être c'est ce qui a valu mon

engagement en politique ». (E1, Se, Député CDP, entretien du 20/01/2015)

Elle est rejointe par une femme conseillère dont le récit de vie laisse entrevoir que le militantisme politique des parents aussi influencera plus tard son entrée en politique. En effet, l'appartenance à une famille où les membres ont une culture politique est une source de motivation dans l'engagement le processus d'engagement dans la sphère politique. Elle affirme :

« Pour moi, c'est une longue histoire, il faut que je reparte dans les années 84 -85 sous la Révolution au moment des formations des Comité de Défense de la Révolution (CDR). Nous avons commencé les réunions CDR, les permanences et je parlais à la permanence au secteur 4 où nous avons organisé pas mal de travaux d'intérêts communs [...] voilà ce qui m'a motivé premièrement à m'intéresser à la politique.[...] Mais si je repars carrément en arrière, ça remonte à mon enfance où j'ai vu ma maman militée dans les Parti pour le Regroupement Africain (PRA) ou nous étions tout petit [...] chacun était libre de faire la politique, ma maman était PRA, mon papa RDA, mon grand frère était UNDD, nous, nous suivons notre maman ». E2 (F, Se, conseillère municipale UNIR/PS entretien du 07/02/2015).

Comme l'ont souligné d'autres travaux dans la littérature, la famille d'origine apparaît de façon centrale comme le lieu « primaire » où l'intériorisation des modèles de comportements sexués est la plus « silencieuse » et donc celle qui a plus de chance de s'imposer. (T. Blöss (2001). De plus, la famille étant aussi un agent de socialisation, elle participe également à la construction de l'identité politique en ce qui concerne ces femmes engagées dans la sphère politique. Dès lors, l'origine sociale de l'individu le prédispose souvent à entrer en politique. C'est ce qui amène d'autres recherches à soutenir que la transmission de l'héritage politique montre en effet que si la famille reste « un creuset de l'identité politique »,

la prérogative principale revient dans une large mesure au père, sorte de dépositaire de l'idéologie familiale [...]. Le lien idéologique entre parents et enfants- en particulier de même sexe- est un facteur qui contribue plus généralement à façonner les destins personnels des descendants ». (A. Muxel, 200 :2).

De ce qui précède, l'enquête de terrain révèle que dans le contexte burkinabè, l'origine sociale des femmes (capital social) est mobilisée dans le processus d'engagement politique. Dans cette partie, nous avons examiné l'aspect relatif à l'engagement politique des femmes selon l'héritage politique, à l'opposé de cette forme d'engagement, il serait intéressant d'analyser l'engagement suivant les événements conjoncturels.

3.1. L'engagement politique des femmes suivant les situations conjoncturelles :

Les données de terrain révèlent que parmi les formes d'engagement, il y a des femmes qui sont venues en politique suivant des événements sociopolitiques qui ont émaillé l'histoire du Burkina Faso. En effet, dans cette typologie, nous remarquons que l'influence de la Révolution Démocratique et Populaire (RDP) intervenue au Burkina Faso (1983-1987) occupe une place de choix dans le processus d'engagement politique des femmes. Pour les femmes interviewées, la période charnière de la Révolution Sankariste reste une période marquante de leur engagement dans l'espace politique, dans la mesure où elle s'est donnée comme mission de créer les conditions d'une émancipation véritable des femmes dans la société à travers le Discours d'Orientation Politique (DOP, 1983). Pour ce faire, les femmes doivent être impliquées dans tous les programmes de développement du pays. Par rapport à cette influence de la Révolution Sankariste, une ancienne parlementaire déclare :

: « *Quand je réfléchis, je me dis que c'est une série d'événements qui m'a emmené en politique. Je n'aimais pas le milieu de la politique. Je suis de l'éducation et j'estimais que la politique est*

l'affaire des vieux. [...] Mais j'ai vécu une série d'évènements dans ce pays comme la période révolutionnaire. La révolution a beaucoup joué sur moi dans la mesure où je me suis retrouvée élue comme responsable CDR dans mon quartier. Je me suis retrouvée entraînée à participer à des meetings, à des activités concernant les opérations d'assainissement (nettoyages) dans les quartiers avec les populations, etc. C'est dans ce contexte que je me suis retrouvée à faire quelque chose qui n'était pas de mon domaine de formation. » (E3, Su, Femme leader, militante UNDD, entretien du 15/03/2015)

Aussi, lorsque nous analysons la situation des femmes engagées suivant les évènements conjoncturels, on s'aperçoit que leur engagement trouve aussi ses fondements aussi dans les mouvements de luttes scolaires. C'est ce que nous relate cette ancienne parlementaire. « *Je suis venue à travers les mouvements scolaires et c'était sous la révolution de Thomas Sankara. C'est comme cela que je suis venue tout simplement en politique* » E4, Su, engagée Député CDP entretien du 15/03/2021. Comme l'a démontrée une étude relative à la participation des femmes à la gouvernance démocratique au Burkina Faso, il ressort que l'avènement de la Révolution a joué un rôle prépondérant dans l'implication des femmes dans la gestion de la cité. Selon (G. (Tarrab et C. Coen, 1989 : 67), « *exclues jusqu'ici des sphères de décision, elles seront dorénavant à tous les niveaux de conception, de décision et d'exécution pour l'organisation de la vie de la nation* ».

Au terme de l'analyse de cette section, il ressort que pour les femmes engagées suivant les situations conjoncturelles, l'avènement de la révolution, les mouvements scolaires, sont autant d'éléments déclencheurs du processus d'engagement. Comme l'a souligné (S. Nicourd 2009 :16), en se référant à O. Filleule, « *les trajectoires sont éminemment dépendantes de la variation des conditions historiques* ». Après avoir analysé la situation des femmes engagées suivant les évènements conjoncturels, nous aborderons à présent celui relatif à l'engagement politique des femmes issu du

recrutement des partis politiques et de l'engagement volontaire.

3.1.2 L'engagement politique selon le recrutement d'un parti politique :

Nos entretiens ont révélé que parmi les formes d'engagement, il y a également des femmes qui sont venues en politique par le truchement d'un recrutement par un parti politique. En effet, l'engagement politique des femmes obéit à des trajectoires différentes et il est souvent circonstanciel, étant donné que le leadership exercé dans sa communauté est aussi source d'engagement. Autrement dit, l'exercice d'un leadership au sein d'une communauté pourrait donner de façon explicite ou implicite à l'individu des aptitudes à s'engager dans l'arène politique.

« Au début, j'avais peur de faire la politique. [...] En 2004, il y a le parti de l'Union Pour la Renaissance/ Parti Socialiste (UNIR/PS) qui m'a approché pour voir s'il pouvait travailler avec moi parce que dans j'ai une association qui accompagne l'autonomisation des femmes dans le quartier. Après un temps de réflexion, j'ai donné mon accord et comme cela que j'ai été élue conseillère municipale en 2006 et députée en 2007 » E6 (F, se, engagée, Député UNIR /PS entretien du 04/03/2015). Ce qui est mis en relief, à travers ce discours est que le capital social et leadership incarné dans le milieu associations sont des atouts pour entamer une carrière politique. Après avoir abordé la typologie des formes d'engagement, nous analyserons dans la section suivante la relation entre capital social et l'engagement des femmes dans l'espace politique.

4 Rapport entre capital social et engagement politique des femmes :

Dans cette partie, il ressort des enquêtes de terrain que le capital social des femmes a une influence considérable dans le processus d'engagement politique. L'appartenance antérieure ou la durée dans un groupe institutionnalisé comme un club, une association ou un syndicat, sont des éléments dont l'accumulation orientent la propension des femmes à s'engager dans la politique. La

construction des réseaux apparaît comme une nécessité pour les femmes qui désirent s'engager en politique. La construction de ces réseaux dans la présente étude passe par les canaux tels que la durée dans une vie associative, syndicale et la durée dans le militantisme au niveau des partis politique.

Dans le cadre de la présente recherche, il convient de retenir que « le réseau associatif » ou le « capital associatif » est déterminant pour les femmes qui ont pu construire une carrière dans la sphère politique. Le volume de relations mobilisées au sein de l'association ainsi que les formes de sociabilités que les femmes entretiennent dans ces réseaux sont des éléments déterminant dans le processus d'engagement politique. C'est ce que nous déclare une parlementaire en ces termes :

« Je milite dans un club de femmes. Ce club milite pour que les autres femmes puissent sortir de la pauvreté. On l'appelle le club des « sœurs optimistes ». Nous travaillons à aider les autres femmes à avoir de meilleure condition de vie. Je milite aussi dans une association de femme dans mon quartier. C'est une association qui existe depuis c'est une trentaine d'années. J'ai milité dans ces structures avant de m'engager en politique. Je me suis dit qu'en m'engageant en politique, je peux contribuer à l'élaboration et à l'adoption des lois pouvant aider changer durablement les conditions de vie des femmes à l'échelle nationale. » (E12, Su, Député UPC, entretien du 09/05/2021).

Elle est rejointe par une autre femme parlementaire qui ajoute : *Il faut dire que j'ai milité beaucoup plus dans les associations. Et c'est ce qui faisait que j'ai eu l'expérience avec les jeunes et quand je revenais dans mon parti ça faisait que j'avais une longueur d'avance sur les autres, parce que se les limitaient au niveau du bureau politique moi non seulement j'étais au bureau politique et aux réunions associatifs. Et tout cela était une expérience vécue que beaucoup de gens n'ont pas vécue » (E7, Su, Député, MPP, entretien du 10/04/2021)*

Ce qui est mis en exergue dans ces discours est que le volume relationnel dans un mouvement associatif est une variable considérable dans le processus d'engagement politique des femmes. En d'autres termes, ce réseau associatif qui peut être considéré comme une partie de son capital social sera utilisé par la suite dans le processus d'engagement politique. En s'inscrivant dans le paradigme Bourdieusien (1980), en référence au capital social qu'il définit comme « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations ou plus moins institutionnalisées de connaissance et d'inter reconnaissance* ». La possession du capital social est un atout pour les femmes dans le processus d'engagement. Comme l'a si bien démontré (Garraud, 1989), le « capital associatif » est convertible en « capital politique » dans le milieu politique.

Du reste, les capitaux hérités, ou accumulés dans la famille est aussi un moyen d'expression dans la construction des réseaux relationnels en matière d'engagement politique. En d'autres termes, l'origine sociale ou le carnet d'adresse des parents est aussi un élément déterminant dans le processus d'entrée voire d'engagement dans la scène politique. Voici ce qu'en dit cette parlementaire : *« J'ai plutôt utilisé le réseau social de père parce que comme je le disais tantôt lui a milité au RDA parce que c'était un chef engagé en politique en son temps, lui me disait qu'il n'avait pas fréquenté mais moi qui a eu la chance de fréquenter je pouvais faire carrière si je m'engageais qu'il me soutient » (E11, Su, ancienne Député UPC, entretien du 04/03/2021)*

Après avoir analysé les formes d'engagement et les relations qui existent entre le capital social et l'entrée en politique, quels sont les fondements qui sous-tendent l'engagement des femmes en politique au Burkina Faso ?

4.2 Analyse des fondements de l'engagement politique des femmes :

Les résultats de l'enquête de terrain ont révélé que chez la plupart des femmes interviewées,

l'engagement politique s'entend comme le fait d'assumer une responsabilité envers les citoyens et les institutions et la société. En scrutant de manière minutieuse les récits des femmes, l'engagement politique s'entend comme un moyen d'investissement visant à changer les maux qui minent la vie en société. C'est pourquoi, l'entrée en politique s'inscrit dans une perspective d'action. C'est ce que relate une parlementaire en ces termes : « *Je crois que mon engagement politique vise à apporter un changement qualitatif dans la vie des hommes et des femmes à travers les documents d'orientations politiques que je vote à l'Assemblée Nationale.* (E1 Se, engagée, Députée CDP, entretien du 20/01/2015).

De même, l'engagement politique des femmes est aussi mu par un principe d'inclusion dans la gouvernance démocratique, mais aussi par une question de redevabilité envers les électeurs à la base. Dans un tel contexte, les femmes engagées en politique s'attribuent donc une responsabilité dans le devenir de la société. L'analyse à laquelle se livre une autre parlementaire de la majorité confirme l'assertion de la précédente interviewée. En témoignent ces propos : « *Comme je le dis quand le virus de la politique vous prend, vous avez envie de changer la donne, vous avez envie d'apporter votre pierre, vous avez envie de plus d'équité sociale, de plus de justice sociale [...]. Quand on a envie du changement, on est obligé de s'engager en politique. Je voudrais apporter ma contribution dans le changement des préoccupations socioculturelles, politiques, économiques et du développement de mon pays, bref, je veux apporter ma contribution dans la gestion de la cité* ». (E5 Su, engagée, Député CDP, entretien du 08/03/2021). Abondant dans le même sens, une conseillère municipale déclare : « *Ce qui m'a motivé, c'est pour défendre les autres, pouvoir contribuer à ma façon de déposer ma pierre pour la construction de mon pays* ». E7 (F, Se, CDP, conseillère, engagée, femme leader). En ce qui concerne nos trois femmes premières répondantes, au-delà des convictions individuelles, c'est le devenir de la société qui donne sens à leur

engagement. La responsabilité dans la gestion de la cité, revient comme leitmotiv pour ces répondantes.

En outre, l'engagement en politique est perçu comme la voie par excellence pour participer aux instances de prise de décisions dans la société. L'engagement politique des femmes est également synonyme de responsabilités civiques et citoyennes, il est aussi mû par la volonté d'apporter sa contribution dans les différentes échelles des sphères de décision. En témoigne ces propos : « *Il faut te dire que tu es citoyen, la politique n'est pas laissée aux hommes seulement [...]. Quand on s'engage, c'est pour participer à la prise de décision à tous les niveaux ; que ça soit au niveau local, au niveau national, voilà ce qui m'a le plus motivé et c'est un engagement réel* ». (E2, Se, conseillère municipale, UNIR/PS entretien du 07/02/2015)

Conclusion :

L'engagement politique des femmes dans le contexte du Burkina Faso se heurte à des logiques sociopolitiques peu favorables à l'acceptation et à l'intégration de la femme dans la sphère politique. L'engagement politique met en œuvre des pratiques de responsabilité envers les autres et partant même de la société toute entière. Il ressort de cette analyse biographique sur le parcours politique des femmes que les formes d'engagement sont structurées autour de trois pôles : l'engagement des femmes selon l'héritage politique, l'engagement conjoncturel, l'engagement issu du recrutement des partis politiques. Cependant, le dénominateur commun qui caractérise ces trois premières formes d'engagement c'est la révolution démocratique et populaire intervenue en 1983 qui a influencé leur entrée en politique. L'analyse de la trajectoire politique des femmes engagées a révélé également que dans le processus, il y a l'influence considérable des événements socio-politiques qui influent sur le parcours politique des femmes. Toutefois, les fondements qui sous-tendent l'engagement politique des femmes se résument en

trois composantes à savoir l'implication, la responsabilité et le devenir de la société.

Bibliographie :

1. ACHIN Catherine et al. (2008), Sexe, genre et Politique, Economica, Paris
2. Badini Folané Denise, (1995) « La représentativité féminine dans le gouvernement de 1958 à 1991 » pp.1101 à 1129 in Yénouba Georges Madiéga et Oumarou Nao Burkina Faso, Cent ans d'histoire, 1895 -1995 Tome 1 Karthala ,1227P
3. BERENI Laure et al., (2010) Introduction aux Gender Studies, Manuel d'étude sur le Genre, édition De Boeck.
4. BLÖSS Thierry (Sd), 2001 La dialectique des rapports hommes-femmes, Paris, PUF
5. D'EPINAY LALIVE, 1985, « récit de vie et projet de connaissance scientifique » in Recherche sociologiques, Vol XVI, n°2. pp .247 et248
6. BOURDIEU Pierre. (1980). Le sens pratique. Paris, Les éditions de Minuit, 474p
7. GARRAUD Philippes, 1989, « savoir-faire et mobilisation des croyances dans les métiers de maire », Politix ,5
8. MIRNA Safi, « La dimension temporelle des faits sociaux : l'enquête longitudinale » P311 à 332 in serge Paugam (sd,)2010, l'enquête sociologique, PUF, Paris quadrige.
9. Muxel Anne (2001) « Socialisation et lien politique » p.25 à 45, in BLÖSS Thierry (Sd), La dialectique des rapports hommes-femmes, Paris, PUF
10. NICOURD Sandrine, 2009, « Pourquoi s'intéresser au travail militant ? » Presses universitaires de Rennes, 2009, www.pur-editions.fr P13- P23
11. Poirier J., Clapier S., et Raybaut P. (1989), les récits de vie, théorie et pratiques, PUF.
12. TARRAB Gilbert et Coëne Chris, (1989) Femmes et pouvoirs au Burkina, Gs Vermette/L'Harmattan.
13. TIENDREBÉOGO Alice /K ABORET ,2002, in IDEA, p39-47
14. ROUMBA/ BC. V. OUEDRAOGO, (2010) Démocratie, contestation féminine à partir des marges : les enjeux du quota au sein du parlement burkinabè.in Cahiers du CERSLESH TOME XXV, N° 36, juin 2010, pp. 91- 115
15. SANGARE Nestorine /COMPAORE, 2003Le rôle de la femme Burkinabé en politique, CGD, Ouagadougou.
16. (UIP)Union Parlementaire Mondiale (2024) Données de parlements nationaux . Burkina Faso, Assemblée Législative de Transition in <https://data.ipu.org/fr/parliament/BF/BF-LC01/data-on-women/> consulté le 15 décembre 2024
17. ZOUNGRANA Ousmane, 2013, Femmes et Pouvoir : Analyse sociologique de l'incidence du niveau d'instruction sur l'engagement politique des femmes au Burkina Faso, mémoire de maîtrise en sociologie, université de Ouagadougou.
18. ZOUNGRANA Ousmane, 2016, Femmes et pouvoir : la problématique de l'engagement politique des femmes au Burkina Faso mémoire de Master II en sociologie, université de